



Déclaration de la CGT CSE Central du 27 mars 2026



Quand l'État asphyxie délibérément le service public audiovisuel

Si nous sommes réunis aujourd'hui en mode dégradé 100 % Visio comme lors des sombres heures de la crise COVID, c'est sans doute pour faire des économies, mais peut-être aussi pour ne pas croiser les regards des élus tant ce qui se joue est honteux.

Qui plonge l'entreprise dans une spirale déficitaire depuis des années ? L'État, par son incapacité à pouvoir définir une trajectoire pluriannuelle de financement de l'Audiovisuel Public. À l'heure où France Télévisions est contrainte de réduire son capital, quel actionnaire sérieux dégraderait volontairement la valeur de son entreprise ? L'État français.

Ce sont les mêmes qui donnent des leçons de gestion, nous imposent des budgets d'austérité et qui désormais contrôleront notre fonctionnement au sein de la Cour des comptes.

Il est un peu facile de mettre cela sur le dos du déficit des finances publiques quand on sait qu'il s'agit d'une politique assumée. Car c'est un choix politique de ne pas vouloir toucher aux 211Md€ d'aides aux entreprises, un choix de ne pas taxer les plus riches, un choix de laisser crever les services publics et les universités, un choix de ne pas vouloir réguler la concentration des médias dans notre pays avec les conséquences que l'on sait.

Des choix assumés au plus haut niveau de l'État. Un choix de rendre exsangue les services publics, d'étouffer méthodiquement les finances de l'audiovisuel public pour mieux étouffer sa voix. Voilà où se trouve la véritable honte de la République, ou ce qu'il en reste.

Mais c'est aussi un choix de la direction de l'entreprise d'accepter cette politique d'attrition financière en appliquant un plan d'économie de plus de 150M€ en 2026 après avoir expliqué l'année précédente qu'une baisse de financement pourtant 3 fois plus faible ne pouvait être réalisée en une seule année. Où est la cohérence ? Où est la crédibilité ?

C'est donc un jour triste aujourd'hui, celui de la dévalorisation de notre entreprise pour laquelle tant d'entre nous ont donné de leur temps, de leur passion et de leur vie.

Les conséquences sont déjà là. En ce début d'année 2026, nous déplorons déjà 2 menaces suicidaires au siège, 2 salariés qui, pour des raisons professionnelles, ont menacé de se jeter des étages de la Maison France Télévisions. Où allons-nous ? Que devient cette entreprise ? Une machine à broyer son personnel ?

Certes, l'État vous impose un plan d'économie sans précédent, mais il vous incombe, à vous Mme la Présidente, de le faire sans nuire à la santé des salariés et pour l'instant c'est loin d'être le cas.

Paris, le 27 mars 2026